

**Forum de Paris sur la Paix -  
Commission internationale  
indépendante sur l'information et la  
démocratie - Déclaration conjointe  
de M. Roch Marc Christian Kaboré  
(Burkina Faso), M. Justin Trudeau  
(Canada), M. Carlos Alvarado  
(Costa Rica), M. Lars Lokke  
Rasmussen (Danemark), M.  
Emmanuel Macron (France), M.  
Raimonds Vejonis (Lettonie), M.  
Saad Hariri (Liban), Mme Dalia  
Grybauskaitė (Lituanie), Mme Erna  
Solberg (Norvège), M. Macky Sall  
(Sénégal), M. Alain Berset (Suisse),  
M. Beji Caid Essebsi (Tunisie)  
(Paris, 11 novembre 2018)**

Les chefs d'Etat ou de gouvernement de Burkina Faso, Canada, Costa Rica, Danemark, France, Lettonie, Liban, Lituanie, Norvège, Sénégal, Suisse, Tunisie, saluent le travail de la Commission internationale indépendante sur l'information et la démocratie, initiée par l'organisation Reporters sans frontières et qui a présenté, ce 11 novembre 2018 au Forum de Paris sur la Paix, le résultat de ses travaux. Cette commission propose, dans sa déclaration rendue publique le 5 novembre 2018, que l'espace mondial de l'information et de la communication soit considéré comme un bien commun de l'humanité, dans lequel doivent être garantis la liberté, le pluralisme et l'intégrité des informations.

Elle souligne que les acteurs en position de structurer cet espace global ont des responsabilités, notamment en matière de neutralité politique et idéologique, de pluralisme et de redevabilité. Elle appelle également à reconnaître que les individus ont un droit, non seulement à une information indépendante et plurielle, mais aussi à une information fiable, condition indispensable pour qu'ils se forment librement une opinion et participent valablement au débat démocratique.

Inquiets face à la fragilisation du journalisme professionnel et au développement de la désinformation massive en ligne, qui perturbent le fonctionnement de nos démocraties, préoccupés par la permanence dans de nombreux pays du contrôle politique sur la presse ou de l'asservissement de l'information à des intérêts particuliers, les chefs d'Etat ou de gouvernement de Burkina Faso, Canada, Costa Rica, Danemark, France, Lettonie, Liban, Lituanie, Norvège, Sénégal, Suisse, Tunisie ont décidé de lancer, en s'inspirant des principes énoncés par cette déclaration, une initiative pour l'information et la démocratie.

Soixante-dix ans après l'adoption de la Déclaration universelle des droits de l'Homme, ils réitéreront à travers cette initiative, ouverte au soutien d'autres Etats, leur engagement en faveur de la liberté d'opinion et d'expression, et définiront les objectifs à suivre pour en garantir l'exercice dans le contexte technologique et politique du 21ème siècle./.

(Source : service de presse de la présidence de la République)